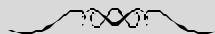


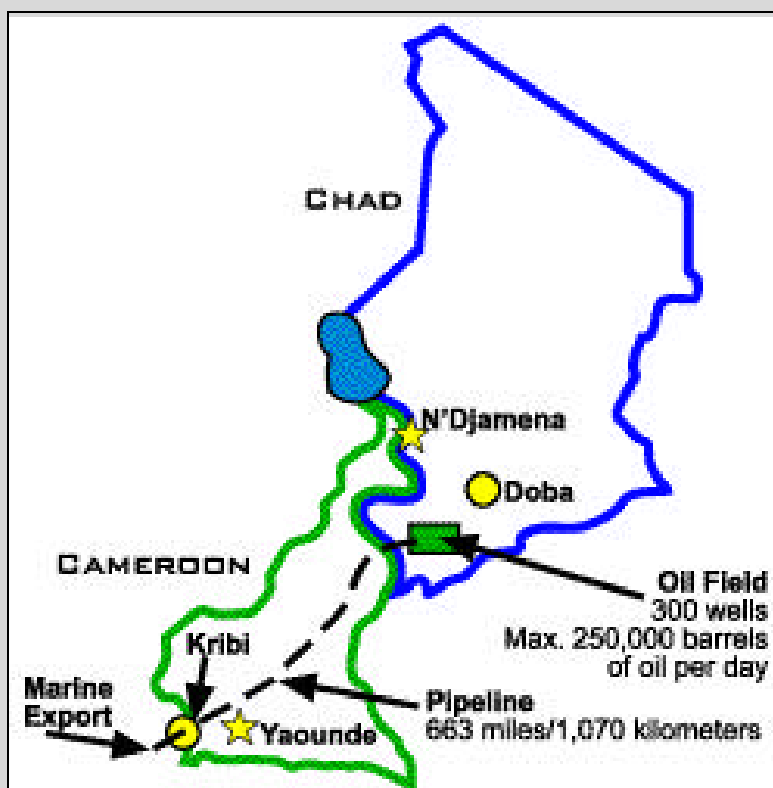
REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité-Travail-Progrès

COMITE TECHNIQUE NATIONAL DE SUIVI ET DE CONTROLE



Projet de Développement Pétrolier



RAPPORT TRIMESTRIEL No 4

Quatrième trimestre 2001

RAPPORT TRIMESTRIEL N°4

Ce rapport, qui couvre la période d'Octobre à Décembre 2001, est établi par le Secrétariat Exécutif du Comité Technique National de Suivi et de Contrôle (CTNSC). Il présente l'état actuel du projet ainsi que les informations sur les activités en cours. Il s'inscrit dans le cadre de nos accords avec nos partenaires, le Consortium représenté par Esso Tchad et le Groupe de la Banque Mondiale.

Ce rapport décrit:

- Les activités de terrain opérés par ESSO et ses contracteurs;
- Les réunions de travail et de concertations tenues entre les différents partenaires du projet ;
- Le suivi et le contrôle du projet pétrolier de Doba, le suivi des impacts environnementaux, le suivi des impacts sociaux, l'intervention rapide des améliorations des infrastructures et autres mesures, le renforcement des capacités institutionnelles du CTNSC, le renforcement des capacités institutionnelles de la Direction du Pétrole, l'appui à la coordination Nationale, la communication, la gestion du secteur pétrolier, la réglementation environnementale et sociale du secteur, le système de gestion des informations du secteur pétrolier.

Le CTNSC est responsable du suivi et du contrôle des impacts environnementaux et sociaux du Projet Pétrolier de Doba. Il est responsable aussi de suivre, et contrôler la mise en œuvre du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier - Crédit IDA N° 3373 –CD.

TABLE DE MATIERES

RAPPORT TRIMESTRIEL N°4	2
TABLE DE MATIERES	3
RESUME DE L'ACTIVITE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2001	6
Tableau récapitulatif des consultations effectuées durant le quatrième trimestre 2001	9
SUIVI ET CONTROLE DU PROJET PETROLIER DE DOBA	11
SUIVI DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET PETROLIER	12
Mise en conformité et situations de non conformité de l'environnement relevées durant le trimestre	12
<i>Situation de non conformité de niveau I : 48</i>	12
<i>Situation de non conformité de niveau II : 09</i>	13
<i>Situation de non conformité de niveau III : 0</i>	13
SUIVI DES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET PETROLIER	14
Sécurité des populations	14
Compensation des riverains (champs pétroliers et oléoduc)	14
Sécurité des travailleurs nationaux travaillant pour le Consortium	14
Consultations avec les villageois, la société civile et les autorités locales.....	15
INTERVENTION RAPIDE D'AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES ET AUTRES MESURES	16

Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou.....	16
Construction de marchés publics, d'abattoirs et d'un marché aux bestiaux (à Doba et Bébédjia)	16
Assainissement eaux pluviales et collecte d'ordures (Doba et Bébédjia).....	16
Renforcement de la production d'eau potable (Doba)	16
Campagne de forages ruraux	16
Campagne de prévention MST/SIDA	17
Promotion de la gestion durable des forets	17
Fonds d'Actions Concertées et d'Initiatives Locales (FACIL)	17
Plan de Développement Régional (PDR).....	17

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU CTNSC.....

Recrutement des agents du CTNSC.....	18
Formation des agents du CTNSC.....	18
Réhabilitation et extension des bureaux	18
Equipement des bureaux, matériels informatiques et véhicules	18
Assistance technique au CTNSC	19
Panel Consultatif International	19
Système d'information de gestion de l'environnement (EMIS)	19
Réponse en cas de déversement d'hydrocarbures.....	19
Suivi socio - démographique des populations	19

RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE DE LA DIRECTION DU PETROLE.....

Experts en Ingénierie et Pétrole	20
Conseillers Juridiques et Financiers	20

Auditeurs des partenaires privés et étude sur le prix du brut 20

**APPUI OPERATIONNEL A LA
COORDINATION NATIONALE21**

COMMUNICATION.....22

Information et Sensibilisation des Populations sur la Migration..... 22

Autres Actions de Consultation et de Communication..... 22

GESTION DU SECTEUR PETROLIER24

**REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE
ET SOCIALE DU SECTEUR PETROLIER25**

**SYSTEME DE GESTION DES INFORMATIONS
DU SECTEUR PETROLIER.....26**

RESUME DE L'ACTIVITE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2001

Contexte et problématique des activités de suivi et de contrôle

Dans les différents rapports de suivi des activités du Projet, le premier constat qui est fait marque le déséquilibre croissant entre d'une part le rythme auquel se déroulent les opérations du consortium et d'autre part par le rythme auquel sont en mesure d'agir les Gouvernements des institutions publiques, la Banque Mondiale et la Société Civile. Ce déséquilibre se manifeste entre autre par l'existence de programmes ou de structures n'ayant pas les ressources humaines et matérielles pour agir.

Il est plus qu'évident que ce constat reflète l'incapacité ou les difficultés que rencontrent les Agences d'Exécution du Gouvernement à répondre aux actions importantes qu'il convient d'entreprendre à court terme afin d'assurer une mise en œuvre accélérée du Projet. A cette fin, des efforts considérables sont entrain d'être fourni pour franchir de tous les côtés le cap de l'organisation matérielle.

L'équipe de Supervision du Secrétariat Exécutif du CTNSC sur site est renforcée d'un Assistant Technique. Quatre (04) experts tchadiens en charge des aspects biophysiques (02) et socio-économiques (02) viennent d'être sélectionnés avec l'avis de non objection de la Banque Mondiale. Ces derniers seront mobilisés sur le site d'ici la fin janvier 2002. Ils seront rejoints en début février 2002 par l'expert et l'agent en santé, le personnel d'appui administratif (secrétaire, assistant comptable, logisticien, informaticien et gardien) ainsi que et les agents en biophysique et en socio-économie.

S'agissant des actions liées à la dotation en équipement et bureaux, le contrat de location de bureaux à l'ITRAD est dans les circuits de signature. Les véhicules ont été livrés en partie et seront distribués aux parties intéressées d'ici la fin janvier 2002. La livraison du reste du matériel informatique est toujours attendue.

Dans le domaine de la communication, des journées d'information publiques seront organisées à Bébédjia du 24 au 25 janvier 2002 et à N'Djaména le 30 janvier 2002. Ces actions seront consolidées avec la tenue des autres consultations prévues pour les mois de mars, Juin, Septembre et décembre 2002 pour ce qui est de la zone pétrolière et Juin et décembre 2002 pour ce qui est N'Djaména.

Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu de l'état d'avancement des activités majeures menées par le consortium et ses sous traitants ainsi que celles menées par le CTNSC dans ses attributions de suivi et de contrôle.

Activités de construction

Amélioration des routes et développement des puits de pétrole

Durant ce trimestre, les améliorations des routes sont orientées essentiellement vers les travaux de réparation de la surface de la route ainsi que la réparation et la construction de quelques petits ouvrages d'arts. Sur le chantier du Pont sur la Mbéré, les travaux ont progressé avec l'achèvement de la construction de la pile 3 et de la culée 4. Les travaux de développement et d'extension du camp de la base de Komé se poursuivent toujours tandis que les constructions des camps des travailleurs à Bam et Mbéré sont achevées. La

construction des 25 premières plates formes de puits de pétrole et des voies d'accès a démarré et le site destiné aux travaux du premier forage des puits de pétrole a été apprêté. La cérémonie d'inauguration du site du premier forage par le Chef de l'Etat a eu lieu le 18 décembre 2001 à Miandoum (site de la Niya).

Approvisionnement des équipements et de matériels de construction destinés au Tchad

Le transport vers la zone de développement des champs pétroliers se poursuit normalement. La circulation des nombreux convois de camions transportant les tubes et le matériel depuis le port de Douala soulève beaucoup de poussières créant ainsi beaucoup de gêne à la population riveraine et aux plantes situées aux abords de la route. Cette circulation intense a aussi rendu difficilement carrossables les routes en terre battue de la zone déjà dégradées et présentant de nombreuses ornières et nids de poule

Situation de la compensation au Tchad

Les paiements de compensation en espèces se poursuivent toujours au profit des personnes affectées par les besoins en terrains pour les emplacements de forage, pour les travaux d'amélioration de la route et aussi pour les nombreuses voies d'accès. Le total des montants payés en espèce par le projet s'élève à 840 Millions de F.CFA. Il est reconnu que l'indemnisation est entrain d'être menée à la satisfaction des bénéficiaires. Les quelques plaintes enregistrées au sujet des indemnisations déjà effectuées sont à l'étude. Par ailleurs, les besoins exprimés par les paysans affectés concernant les compensations en nature sont toujours en attente de satisfaction. Les charrues, charrettes, bicyclettes, etc. bien que commandés ne sont toujours pas livrés aux bénéficiaires.

La GTZ (Deutsche Gessellschaft Fur Technische Zusammenarbeit) a été choisie comme l'organisme devant exécuter le programme d'indemnisation communautaire au Tchad avec une ou plusieurs ONG tchadiennes.

Programme de suivi et rapports de conformité au PGE

Dans le cadre du PGE, aucune situation sérieuse de non conformité n'a été consignée ce trimestre.

Programme d'assistance et d'amélioration de la santé de la communauté

En général, les dispensaires des bases sont en place et disposent d'un personnel approprié et bien équipé. Des programmes de contrôle sont établis pour chacune des maladies identifiées dans le PGE. Le programme de santé communautaire du projet veut laisser un héritage important en augmentant le nombre de programmes à long terme en partenariat avec le Tchad, ainsi qu'avec les organisme de santé privés et des ONG. Un contrat a été signé avec ACODE et l'hôpital de Bébédjia pour l'aspect distribution, éducation et traitement des moustiquaires dans les villages de la zone du projet. Des fonds ont été octroyés pour une enquête et une campagne de traitement de la trypanosomiase aux environs de Bodo au niveau de laquelle la maladie a été identifiée comme endémique. L'enquête couvrira environ 11 000 personnes.

Activités de suivi et de contrôle

Les équipes de suivi du PGE du Consortium et de ses sous-contractants sont en place, complètes et fonctionnelles. Cependant des retards persistent dans le recrutement et la mise en place des superviseurs de terrain et autres agents du Secrétariat Exécutif du CTNSC qui sont liés à l'embauche ou non des fonctionnaires. Des discussions sont en cours entre le Gouvernement du Tchad et les responsables de la Banque Mondiale pour trouver une solution à ce problème.

Mise en œuvre des mesures d'urgence

Suite aux avis de non objection de la Banque Mondiale, des contrats ont été signés en vue d'une assistance technique pour les études de faisabilité et supervision des travaux de construction d'infrastructures publiques (marchés, abattoirs, marché à bétail), l'étude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou, l'étude et la supervision des travaux de construction d'infrastructures eau, assainissement et déchets urbains à Doba et Bébédjia, campagne de prévention MST/SIDA, gestion durable des forêts. Le CTNSC est en train d'examiner les premières conclusions de certaines de ces études pour prise de décision

Equipements et fournitures

La livraison des véhicules a été faite courant Décembre 2001. Il reste les autres matériels roulants (motos, vélos) à livrer en janvier 2002.

Pour ce qui concerne le matériel informatique, contrairement à ce qui a été convenu, le restant des matériels n'a pas été fourni dans les délais. Une lettre de mise en demeure a été adressé au fournisseur Connect Tchad.

Le mobilier de bureau du CTNSC sera acheté conjointement avec celui de la Coordination nationale par voie d'appel d'offres national.

Réunions et communication

Les responsables tchadiens du projet ont participé à plusieurs séances de travail durant le quatrième trimestre 2001. Les dates des rencontres effectuées durant le quatrième trimestre sont indiquées dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau récapitulatif des consultations effectuées durant le quatrième trimestre 2001

Date	Consultation	Nombre de participants	Lieu
Du 19 Septembre au 02 Octobre 2001	Mission BM – M.Pommier - Etat d'avancement Projet	1	N'Djaména
Du 26 Septembre 2001 au 02 Octobre 2001	Mission du Panel d'Inspection - Plaidoyer sur l'état d'avancement Projet	8	N'Djaména et Zone Pétrolière
02 Octobre 2001	Vidéo Conférence CNPP/CTNSC/DP/BM Etat d'avancement Projet	12	N'Djaména
06 Octobre 2001	Réunion CPPL/CTNSC/BM/ECMG Situation du projet	26	Moundou Zone Pétrolière
08 Octobre 2001	Atelier de validation Etude sur la gestion durable des forêts (AEDE)	80	Bébédjia Zone Pétrolière
9 – 10 Octobre 2001	Réunion Comité de pilotage du FACIL- Mise en place bureau, Règlement Intérieur, sélection Directeur et secrétaire, budget	14	Bébédjia Zone Pétrolière
12 Octobre 2001	Mission SFI – Médiateur Conseiller – Meg Taylor – Information sur l'évolution du Projet	09	Zone Pétrolière
18 Octobre 2001	Vidéo Conférence CNPP, CTNSC, DP, BM – Examen Rapport GIC et situation du Projet	11	N'Djaména
25 Octobre 2001	Réunion Groupe ad hoc – Sélection personnel sur Site du CTNSC	8	N'Djaména
Du 30 Octobre au 04 Novembre 2001	Mission BM - Michel Layec - Etat d'avancement Projet	1	N'Djaména
Du 4 au 15 Novembre 2001	Mission BM – M.Pommier - Etat d'avancement Projet	1	N'Djaména
5 Novembre 2001	Réunion avec le Ministre de l'Environnement – Problème de Contrat du Superviseur sur site du CTNSC	06	N'Djaména
Du 4 au 26 Novembre 2001	Mission de Terrain Consultant en Communication M.Georges Collinet et Emmanuel Noubissié – Activités du projet - Information/ommunication..	34	Moundou, Doba, Bébdjia, Komé Zone Pétrolière
Du 13 au 20 Novembre 2001	Mission du GIC - Etat d'avancement Projet	05	N'Djaména Zone Pétrolière
Du 13 au 27 novembre 2001	Mission de terrain du Groupe Huit – Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou	47	N'Djaména Zone Pétrolière
Du 28 au 30 Novembre 2001	Mission de M.Brigand Didier ENSP-PARIS – Programme de Formation CNPP, CTNSC, DP	15	N'Djaména

5 Décembre 2001	Réunion avec le Ministre de l'Environnement – recrutement du personnel, Situation sur les DAO	06	N'Djaména
10 Décembre 2001	Mission BM – M.Pommier/Valérie, Evolution du Projet	6	N'Djaména
18 Décembre 2001	Inauguration 1 ^{er} Forage par le Chef de l'Etat	Public	Zone Pétrolière

SUIVI ET CONTROLE DU PROJET PETROLIER DE DOBA

1. - Sélection du personnel national

Des progrès importants ont été enregistrés en ce qui concerne le recrutement des personnels. Plusieurs avis de non objection ont été donné par la Banque Mondiale pour la signature des contrats avec des experts tchadiens sélectionnés pour les postes de : biophysique, socio-économie, santé, suivi évaluation, passation des marchés, cartographe, etc. Il reste au Secrétariat Exécutif du CTNSC de parachever les négociations avec les intéressés afin de les rendre opérationnel dès janvier 2002.

2. - Assistance Technique Internationale

L'assistant technique auprès du Superviseur sur site du CTNSC est en place depuis la mi-novembre 2001. L'examen des dossiers de candidature au poste d'assistant technique auprès du Secrétaire Exécutif du CTNSC à N'Djaména est en cours.

Suite aux expressions d'intérêt reçues dans le cadre de l'avis relatif au service de panel d'experts, un dossier d'appel d'offres est préparé. Cet appel d'offres sera lancé en janvier 2002 après avis de non objection de la Banque Mondiale.

3. - Mise à disposition des locaux nécessaires

Une demande d'avis de non objection a été adressée à la Banque Mondiale pour le lancement des travaux de construction à N'Djaména d'un nouveau bâtiment pour le CTNSC .

Concernant la présence sur site, la Banque Mondiale a donné un avis de non objection pour la signature d'un contrat de location de bureaux à l'ITRAD de Bébédjia.

SUIVI DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET PETROLIER

Mise en conformité et situations de non conformité de l'environnement relevées durant le trimestre

Situations de non conformité

L'objectif principal de la surveillance de l'environnement est l'observation des conditions du site et des activités de travail, afin de :

- vérifier et démontrer la conformité aux exigences environnementales, ou
- identifier et étayer les situations de non conformité existantes ou potentielles et mettre en œuvre des mesures correctives.

Les initiatives de conformité au PGE renvoient à une situation et/ou circonstance qui n'est pas encore une situation de non conformité, mais qui pourrait devenir une situation de non conformité si elle n'est pas traitée de manière satisfaisante. De plus, une initiative de conformité au PGE est une activité et/ou une démarche qui augmente le niveau de performance global du projet. Telle que définie, une initiative environnementale de conformité au PGE correspond à :

- un incident presque arrivé eu égard aux prévisions et/ou exigences environnementales du projet ; ou
- une bonne idée qui participe à l'amélioration continue de la performance globale du projet.

Dans le cadre des activités des contracteurs David Terrassement et Sub Sahara Services, le nombre cumulé de situations de non conformité environnementale relevés durant le quatrième trimestre 2001 se présentent comme suit :

Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
48	09	0	57

Situation de non conformité de niveau 1 : 48

La situation de non conformité de niveau 1 est définie comme étant toute situation de non conformité ne cadrant pas avec les dispositions d'origine, mais n'étant pas considérée comme une menace immédiate à une ressource identifiée.

Des problèmes de niveau 1 se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau II s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.

La majorité des situations de non conformité relevées dans cette catégorie concernent, l'hygiène et la sécurité, l'entretien et/ou la manutention des équipements, du matériel et des machines, le stockage des huiles, des travaux à l'extérieur des zones approuvées et la gestion des déchets.

Situation de non conformité de niveau II : 09

La situation de non conformité de niveau II est définie comme étant une situation de non conformité qui n'a pas encore entraîné de dommages clairement identifiés ou n'a pas encore eu d'impact irréversible sur une ressource sensible ou importante, mais qui nécessite la mise en œuvre de mesures correctives rapides et une attention particulière sur le site, afin de prévenir de telles conséquences.

Des problèmes de niveau II se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau III s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.

Les situations de non conformité de niveau 2 enregistrées pendant ce trimestre portent sur les effets d'érosion et de sédimentation (02), les rejets d'effluents (01), les installations hygiéniques personnelles (02), le système d'égouts (02), l'extraction de matériaux de remblai (01) et des travaux à l'extérieur d'une zone approuvée (01).

Situation de non conformité de niveau III : 0

La situation de non conformité de niveau III est définie comme étant une situation de non conformité particulièrement critique, comprenant généralement des dommages constatés à une ressource spécifiquement protégées ou la perspective raisonnable de dommages imminents.

Le Projet n'a pas connu de situations de non conformité critique (Niveau III) qui aurait pu entraîner l'endommagement des ressources spécifiques protégées ou donner lieu à des dommages probables imminents. Seuls des situations de non conformité de niveaux 1 et 2 ont été relevées par les responsables PGE du projet et elles ont toutes été ou sont actuellement prises en charge par le projet.

Les domaines dans lesquels ces situations ont été identifiées sont les suivants :

- inadéquate gestion des déchets,
- inadéquate gestion des hydrocarbures,
- manque de salubrité,
- utilisation de matériaux non conformes (latérite, gravier, etc.),
- travail effectué en dehors des zones autorisées,
- matériel sub-standard ou engins en mauvaise condition,
- entretien ou manipulation du matériel non adéquat,
- insuffisance du suivi du PGE par le contracteur,
- manque de formation en Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE),
- socio-économie.

SUIVI DES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET PETROLIER

Sécurité des populations

Le projet a retenu la sécurité routière comme étant une grande priorité. Un plan prévoyant de campagnes de sensibilisation à la sécurité routière village par village a été conçu. Tous les conducteurs du projet suivent de cours intensifs de conduite défensive. Des récompenses sont attribuées pour les bons résultats. Tandis que des pénalités sont affligées pour les mauvais résultats.

Compensation des riverains (champs pétroliers et oléoduc)

Suite aux consultations menées au cours du trimestre précédent sur l'alternative de tracé de route Komé - Mbéré, la conception initiale de la route a été modifiée et la traversée de certaines localités a été déterminée comme techniquement réalisable. En conséquence, des mesures appropriées pour compenser les individus et les impacts potentiellement négatifs de ces déviations ont été retenus. Par ailleurs, au fur et à mesure que de nouveaux besoins de terrains sont identifiés, leur acquisition induit toujours des paiements de compensations individuelles appropriées par le projet. La mise en œuvre du programme de la compensation communautaire est la prochaine étape du processus. Les compensations seront établies sous forme de programme de paiement en nature pour les améliorations et le développement des communautés plutôt que de versements en espèces. Suite à un processus d'appel d'offres, la GTZ a été choisie comme l'organisation qui développera, avec l'appui de certaines ONG nationales, la mise en œuvre du programme de la compensation communautaire. A ce jour, le montant total des compensations payés en espèce par le projet au cours du présent trimestre s'élève à 198.144.030 Francs CFA. Les villageois se plaignent que la compensation des arbres fruitiers en brousse n'est pas conséquente. Par ailleurs, la livraison du matériel aux paysans affectés par les besoins en terrain ne s'est toujours pas faite.

Sécurité des travailleurs nationaux travaillant pour le Consortium

Pendant ce trimestre, le projet a mis un accent particulier sur les questions de sécurité. Beaucoup de directives de sécurité ont été émises à l'attention des employés et un contrôle régulier est mené en ce qui concerne l'usage des équipements de protection.

Consultations avec les villageois, la société civile et les autorités locales

Les consultations publiques effectuées lors de ce trimestre ont porté sur la question socio-économiques, les attentes des populations locales en ce qui concerne l'emploi et le développement local des affaires. Lors des nombreux séminaires organisés dans la zone du projet, y compris à N'Djaména, Moundou et Doba, sur le développement des affaires, les participants ont exprimé leur souhait de recevoir des informations plus fréquentes et plus détaillées sur l'état d'avancement du projet. D'autre part, les commerçants ont exprimé leurs inquiétudes concernant le fait qu'ils ratent beaucoup les opportunités commerciales du fait qu'ils n'ont pas la capacité technique pour répondre aux appels d'offres ou qu'ils ne disposent pas de financement. Suite à ce constat, le projet en relation avec la SFI s'est engagé à intensifier ses efforts au Tchad pour travailler en étroite collaboration avec les commerçants locaux sur des programmes de micro-finances.

INTERVENTION RAPIDE D'AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES ET AUTRES MESURES

Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou

Le Groupe Huit a transmis au CTNSC le rapport d'avancement sur le développement urbain des villes de Doba, Bébédjia et Moundou. Ce rapport sera discuté courant janvier/février 2002 avec les autorités concernées.

Il est important de noter que le Groupe Huit a proposé dans son étude un certain nombre d'actions d'urgence qui pourraient être réalisées avant la fin 2002.

Construction de marchés publics, d'abattoirs et d'un marché aux bestiaux (à Doba et Bébédjia)

La Banque Mondiale a donné son avis de non objection afin que le CTNSC entame les négociations de contrat avec ASECJF. Le démarrage des activités de terrain est prévu pour début février 2002.

Assainissement eaux pluviales et collecte d'ordures (Doba et Bébédjia)

Le contrat avec BEGRS a été signé et le consultant commencera son travail avec les municipalités de Doba et Bébédjia en début janvier 2002.

Renforcement de la production d'eau potable (Doba)

Le creusement et l'équipement du nouveau forage de Doba a été regroupé avec le projet de forages ruraux dont l'ouverture des offres a été faite le 3 septembre 2001. La demande de non objection à l'attribution du marché à l'entreprise STH a été rejetée par la Banque Mondiale en raison de l'absence d'explication sur le rejet des offres moins disantes de COFOR et SETUBA. La commission technique d'évaluation va entamer une nouvelle évaluation technique qui devra parvenir à la Banque Mondiale à la mi-février 2002.

Campagne de forages ruraux

Pour permettre aux foreurs de se mobiliser avant la saison des pluies, le CTNSC devra actionner le Comité Technique d'Evaluation pour qu'il dépose son rapport avant la mi-février 2002. Le contrat de la supervision des travaux et l'animation villageoise sera confiée au BCEOM.

Campagne de prévention MST/SIDA

Le PPLS a soumis son premier rapport d'analyse sur la situation sanitaire du projet. Le niveau d'analyse est faible. Le consultant reprendra la rédaction du rapport en intégrant les commentaires du CTNSC.

Promotion de la gestion durable des forêts

L'AEDE a produit son premier rapport d'avancement et d'impact de l'immigration, de la construction de la route et des installations du champs pétrolier sur le développement des forêts dans la zone pétrolière. Ce rapport a été discuté à Bébédjia en atelier courant Octobre 2001 avec la société civile de la zone puis envoyé à la Banque Mondiale pour observations et avis de non objection.

Fonds d'Actions Concertées et d'Initiatives Locales (FACIL)

Le Comité de Pilotage du FACIL a pris officiellement ses fonctions le 18 septembre 2001 et a statué sur le recrutement du Directeur du FACIL. Afin de permettre l'installation du Directeur du FACIL et aussi d'examiner les dossiers de subvention qui n'ont pas fait l'objet de décision lors de la réunion de septembre 2001, une séance de travail extraordinaire du Comité de Pilotage du FACIL est prévue pour la fin janvier 2002. Une étude relative aux conditions d'accès aux crédits a été engagé avec un consultant local.

Plan de Développement Régional (PDR)

ACODE a produit son rapport relatif à la réactualisation du Cadre de Développement Régionale. Pour l'examen du document déposé par ACODE, une réunion est prévue pour fin janvier 2002 .

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU CTNSC

Recrutement des agents du CTNSC

Suite à l'accord intervenu entre le Gouvernement et les responsables de la Banque Mondiale sur l'emploi des fonctionnaires, le recrutement du personnel du Secrétariat Exécutif du CTNSC sera effectif en février 2002.

Formation des agents du CTNSC

Suite à la mission en Novembre 2001 de Monsieur Didier Brigand au Tchad, un programme de formation sera établi par l'ENSPM – Paris au profit du CTNSC, de la Direction du Pétrole et de la Coordination Nationale. Le programme devrait être disponible en janvier 2002.

Réhabilitation et extension des bureaux

Une demande d'avis de non objection a été adressée à la Banque Mondiale pour le lancement des travaux de construction à N'Djaména d'un nouveau bâtiment pour le CTNSC . Mais en attendant la construction des bureaux annexes du CTNSC, le personnel devra se serrer les coudes dans les bureaux actuellement disponibles. Cet état de fait aura un impact sur la performance du personnel.

Concernant la présence sur site, la Banque Mondiale a donné un avis de non objection pour la signature d'un contrat de location de bureaux à l'ITRAD de Bébédjia. Une évaluation des besoins de remise en état des bureaux sera faite entre janvier/février 2002 et un entrepreneur local sera recruté pour les travaux requis après avis de non objection de la Banque Mondiale. Aussi, un contrat d'assurance responsabilité civile pour les bâtiments abritant la supervision sur site à Bébédjia sera signée avec la STAR Nationale.

Equipement des bureaux, matériels informatiques et véhicules

Le mobilier de bureau du CTNSC sera acheté conjointement avec celui de la Coordination nationale par voie d'appel d'offres national.

Pour ce qui concerne le matériel informatique, contrairement à ce qui a été convenu, le restant des matériels n'a pas été fourni dans les délais. Une lettre de mise en demeure a été adressé au fournisseur Connect Tchad.

La livraison des véhicules a été faite courant Décembre 2001. Il reste les autres matériels roulants (motos, vélos) à livrer en janvier 2002.

Assistance technique au CTNSC

L'Assistant Technique auprès du Superviseur sur site du CTNSC est recruté et en place depuis la fin novembre 2001. La candidature de l'Assistant auprès du secrétaire Exécutif est en cours d'examen.

Panel Consultatif International

Le CTNSC a préparé le dossier d'appel d'offres pour le recrutement du Panel d'experts et se propose de le lancer en janvier 2002 après avis de non objection de la Banque Mondiale.

Système d'information de gestion de l'environnement (EMIS)

Le CTNSC a préparé le dossier d'appel d'offres pour le système de gestion et de suivi de l'environnement et se propose de le lancer en janvier 2002 après avis de non objection de la Banque Mondiale.

Réponse en cas de déversement d'hydrocarbures

Elle est programmée être mise en œuvre dès la mobilisation des consultants du CTNSC.

Suivi socio - démographique des populations

Le CTNSC et l'Association Tchadienne pour l'Etude des Populations (ATEP) viennent d'établir une convention en vue de mener les premières enquêtes socio-démographiques dans la région. La convention sera transmise à la Banque Mondiale pour avis de non objection.

RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE DE LA DIRECTION DU PETROLE

Experts en Ingénierie et Pétrole

Les termes de référence sont en cours de finalisation

Conseillers Juridiques et Financiers

La Direction du Pétrole lancera au moment venu l'invitation dès que la Banque Mondiale aura fait connaître son avis.

Auditeurs des partenaires privés et étude sur le prix du brut

La Direction du Pétrole a signé le contrat avec Arthur Anderson qui a déjà commencé son travail.

APPUI OPERATIONNEL A LA COORDINATION NATIONALE

Le niveau de l'ampleur de l'appui à la Coordination Nationale est en cours de définition.

COMMUNICATION

Information et Sensibilisation des Populations sur la Migration

Un programme est en cours d'élaboration conjointement avec la Banque Mondiale.

Autres Actions de Consultation et de Communication

Les actions de consultation et de communication publiques font partie du processus de conception du projet. Ce processus se poursuit encore aujourd'hui, au moment même où le projet se prépare à entamer la construction des installations des champs pétroliers et du pipeline.

Le Projet s'est engagé à diffuser des informations au public à travers un magazine bilingue qui sera distribué auprès du public deux ou trois fois par an et des rapports trimestriels qui seront publiés sur le site Web du projet www.esso Chad.com.

Les possibilités d'une large diffusion des rapports sur papier des différentes missions de supervision des Groupes externes de la Banque Mondiale (ECMG et IAG) sont en étude.

Dans le but d'informer le Grand Public sur les activités du Projet de Développement et d'Exportation des Ressources Pétrolières de Doba, la Coordination Nationale se propose d'organiser le 24, 25 janvier 2002 à Bébédjia et le 30 janvier 2002 à N'Djaména, la tenue des Journées d'Information Publiques réunissant les principaux intervenants du Projet, les experts du Gouvernement et du Groupe de la Banque Mondiale ainsi que les représentants des opérateurs économiques, des ONG et de la Société Civile à Bébédjia pour permettre aux populations de la région productrice de poser des questions ayant trait au Projet et d'exprimer leurs doléances. Ces journées d'information publiques ne sont pas un lieu de proposition de nouvelles activités, mais un moyen essentiel pour cerner des problèmes et aborder la recherche de solution.. Ce sont des lieux pour clarifier les situations, réduire les rumeurs et les inquiétudes qui proviennent du déficit d'information.

Les Journées d'Information Publiques seront organisées autour de quatre (04) thèmes principaux :

- Etat d'avancement du Projet : Description du Projet, Etat du Projet, Infrastructure, Construction et Production ;
- Aspects Environnementaux : Impacts sur les forêts , l'Industrie Pétrolière en général (la formation du Pétrole, l'exploration pétrolière, l'exploitation et la production du pétrole), le Potentiel des Puits (Test des puits, protection des aquifères, effet de la chaleur, effet du bruit, effet des émissions) ;
- Aspects Socio-démographiques : Emploi, Logement et Coût de la vie, Compensations individuelles et communautaires, Immigration dans la zone, Infrastructures d'appui, Santé, FACIL, etc. ;
- Aspects Economiques : Développement Régional, Opportunités d'affaires, Revenus attendus, Développement économique et Secteurs clés, Renforcement des Capacités.

Les travaux des journées d'information publiques permettront d'expliquer et de dialoguer de façon ciblée avec chacun des partenaires affectés par le projet.

Les travaux de ces journées se dérouleront de la façon suivante :

Personnes présentes : un groupe d'intervenants composés de représentants de la Coordination Nationale, du CTNSC, de la Direction du Pétrole, de la Cellule Economique, du Groupe de la Banque Mondiale, des opérateurs économiques, de la Société Civile et du Consortium animeront les séances d'information publiques de Bébédjia et de N'Djaména. Ce groupe sera renforcé si nécessaire d'acteurs externes en fonction des sujets.

Méthodologie : en suivant le programme des journées d'information, chaque thème planifié est (i) présenté brièvement, ensuite (ii) discuté pour préciser ce qui sera fait en terme de recherche de solution.

Rôles : pour chaque thème, l'intervenant aura pour rôle d'éclairer les débats, de veiller à la libre et égale expression des participants, de gérer rationnellement le temps, de s'assurer de l'atteinte de l'objectif et de faire la synthèse des idées avec l'aide des 3 rapporteurs qui devront prendre note . Le Coordinateur National, Président des séances veillera au bon déroulement général des travaux.

Ateliers ou Sous-groupes : les participants aux journées d'information de Bébédjia pourront se retrouver le 25 Janvier 2002 par sensibilité en Atelier (sous groupes) pour donner l'occasion aux représentants des populations de la zone et des ONG de mieux expliquer leurs problèmes et de recevoir en retour les réponses qui correspondent à leurs attentes. Mais, ils devront veiller à ce que la mise en commun de leurs idées se fassent dans le temps imparti.

GESTION DU SECTEUR PETROLIER

Cette activité de suivi et de contrôle vise à s'assurer de la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de la capacité institutionnelle à gérer le développement futur de l'ensemble du secteur pétrolier tchadien. Les autorités tchadiennes souhaitent renforcer leurs capacités dans les domaines suivants : (i) cadre réglementaire applicable à la mise en valeur des ressources pétrolières, notamment pour ce qui concerne la nécessité de veiller au déroulement écologiquement et socialement rationnel de ces activités ; (ii) formation et assistance technique à la Direction du Pétrole pour la gestion de sa base de données pétrolières ; et (iii) capacité de négociation avec les investisseurs potentiels. En outre, la Direction du Pétrole, qui est responsable de ces activités, doit bénéficier d'un appui logistique, notamment sous forme d'équipements. Il est en particulier nécessaire de conserver soigneusement les données et les informations géologiques et géophysiques dans un lieu à l'abri des variations climatiques. Cette composante «gestion du secteur pétrolier » comporte deux sous-composantes : (i) établissement d'un cadre réglementaire précisant, entre autres, les règles environnementales régissant la recherche et la production pétrolières au Tchad ; et (ii) l'élaboration d'un système de gestion des informations du secteur pétrolier, accompagnée d'un soutien opérationnel.

La gestion du secteur pétrolier n'a pas effectivement démarré par ce que l'équipe en charge de son exécution est en train d'être mise en place.

REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU SECTEUR PETROLIER

En cours de considération

SYSTEME DE GESTION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PETROLIER

En cours de finalisation.